

INTERVENTION DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU COURS DE LA
REUNION MINISTERIELLE PREPARATOIRE DE LA 12^{ème}
SESSION DU SOMMET ISLAMIQUE.

LE CAIRE, REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE.
4 FEVRIER 2013.

Monsieur le Président de la Conférence Ministérielle de l'OCI,
Monsieur le Secrétaire générale de l'OCI,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi tout d'abord au nom du gouvernement togolais et en mon nom propre, d'exprimer aux autorités de la République Arabe d'Egypte, nos sincères remerciements pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservée ainsi que pour les facilités qui nous sont offertes depuis notre arrivée dans cette capitale égyptienne.

Je saisis cette opportunité pour exprimer également notre appréciation au gouvernement égyptien pour les dispositions prises en vue de la tenue effective de cette rencontre qui n'a pas pu se tenir il y a deux ans dans cette même ville en raison des bouleversements socio-politiques connus sous le nom de « printemps arabe ».

Pour nous cette rencontre est empreinte de symboles car elle nous offre non seulement l'occasion de nous retrouver et d'échanger sur les problèmes de l'heure mais également de réaffirmer notre attachement aux valeurs et idéaux de l'Organisation.

Je voudrais en outre adresser au Secrétaire général de l'Organisation nos félicitations pour le contenu bien détaillé et plein d'enseignements du rapport qu'il vient de présenter.

Le thème de ce sommet « **le monde musulman : nouveaux défis et opportunités croissantes** » est révélateur à plus d'un titre de l'état de la situation politique et sécuritaire en cours dans les Etats membres de l'OCI et de la détermination des peuples de la région à vivre dans des sociétés plus démocratiques, libres et justes.

Nous sommes convaincus que nos débats et délibérations tout au long de cette rencontre déboucheront sur des recommandations qui emporteront l'adhésion de tous.

Ma délégation vous assure d'ores et déjà de son appui pour le succès des travaux.

Monsieur le président

Au cours de ces dernières années, le monde musulman traverse des moments des plus éprouvants de son histoire moderne. Plusieurs Etats membres ont connu des changements décisifs et critiques avec des développements de longues portées engendrés par des soulèvements massifs de leurs populations qui revendiquent de meilleures conditions de vie et une bonne gouvernance économique et démocratique.

Il devient donc impérieux au regard de cette situation de nous engager avec foi et détermination dans un processus de règlement pacifique et durable de ces crises afin de garantir le développement, le progrès, la stabilité et la croissance de nos Etats.

A cet égard, il me plaît de rappeler la nécessité pour les Etats membres de l'OCI de ne pas perdre de vue les principes, valeurs et idéaux qui gouvernent l'Organisation, à savoir la solidarité, le renforcement de la coopération et l'action concertée.

En effet la persistance des situations de crises en certains endroits du monde et Etats membres de l'OCI notamment au Moyen-Orient, au Mali, dans la corne de l'Afrique et en Syrie avec pour conséquence la résurgence des actes de terrorisme, les prises d'otage, la piraterie

transnationale organisée constitue une vive préoccupation pour mon pays.

S'agissant de la situation au Moyen-Orient en particulier la question palestinienne, mon pays, suite aux développements intervenus depuis le 11^{ème} Sommet tenu à Dakar en 2008 à savoir l'admission de la Palestine en octobre 2011 à l'UNESCO en qualité de membre à part entière et le vote du 23 novembre 2012 à l'ONU faisant d'elle un Etat observateur non membre de l'Organisation, en appelle à l'ouverture de dialogue et de négociation entre toutes les parties au conflit en vue d'une résolution pacifique et durable.

En réaffirmant notre souhait de voir les deux Etats, Israël et Palestine, vivre côte à côte en paix et en sécurité, nous invitons la communauté internationale à soutenir tous les efforts visant à relancer le processus de paix devant aboutir au règlement global de ce conflit, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

Concernant le Mali, mon pays qui participe à la Mission internationale de soutien (MISMA) se félicite de l'évolution positive de la situation sur le terrain ainsi que de la tenue le 29 janvier 2013 à Addis Abeba de la conférence des donateurs destinée à réunir les fonds visant à accélérer le déploiement de la MISMA et la restructuration de l'armée malienne.

En référence à la résolution 2085 des Nations Unies relative au déploiement d'une force africaine au Mali, nous exhortons les Etats membres de l'Organisation à fournir l'appui logistique et financier nécessaire à la CEDEAO pour lui permettre d'assurer dans les meilleurs délais possibles le déploiement de cette force.

A cet effet, nous invitons le gouvernement malien à prendre les dispositions nécessaires pour enclencher le processus politique de règlement de la crise afin de permettre au pays de retrouver sa stabilité, gage d'un développement durable.

Pour ce qui est de la Syrie, nous déplorons l'escalade de la violence et appelons toutes les parties à la retenue et à l'ouverture d'un dialogue qui devra aboutir à une solution pacifique négociée de la crise.

Nous invitons la communauté internationale en particulier le Conseil de sécurité à s'impliquer davantage dans la résolution de ce conflit en

parlant d'une seule voix pour éviter à ce pays de sombrer définitivement dans le chaos.

Il conviendrait toutefois que des mesures soient prises afin de garantir les droits des populations civiles et aussi de leur apporter toute assistance humanitaire.

Monsieur le président,

L'un des fléaux qui menace dangereusement la paix, la stabilité et la sécurité des Etats, des régions et même du monde est le terrorisme.

A ce sujet, nous saluons l'engagement de notre Organisation à œuvrer au renforcement de la coopération mutuelle dans la lutte contre le terrorisme dans le contexte de la stratégie anti-terroriste des Nations Unies car c'est seulement par le biais d'une approche coordonnée que la lutte contre ce fléau donnera des résultats efficaces.

Nous nous félicitons également de l'intention de l'Organisation de tenir à son siège à Djeddah en mai 2013, un atelier sur la mise en œuvre de la résolution relative à l'incitation à commettre des actes de terrorisme et sur les défis à la lutte anti-terroriste.

Mon pays qui réaffirme son attachement aux instruments internationaux de lutte contre ce fléau voudrait rappeler que cette lutte devra être axée sur une recherche sincère de ses causes dont les plus importantes sont la pauvreté, le sous-développement, la privation et le désespoir, l'injustice sociale, le chômage, les inégalités.

Face aux principaux défis liés à la paix, à la sécurité et aux enjeux idéologiques, culturels, politiques et économiques, je reste persuadé que notre Organisation dispose d'énormes potentialités devant lui permettre de les affronter de façon réaliste et objective.

Dans ce contexte, l'Organisation devra, avec l'appui des Etats membres, s'engager dans un processus de réforme, afin de se donner les moyens de répondre aux aspirations de la Oummah au 21^{ème} siècle.

Monsieur le président,

Le Togo souhaite vivement que la présente session énonce des pistes qui vont contribuer au renforcement de la coopération entre l'OCI et les autres Organisations, en vue de l'efficacité de leurs actions dans la résolution des conflits dans le monde musulman.

Que l'OCI soit une Organisation qui œuvre entre autres pour la paix en étroite collaboration avec les Organisations sœurs, tel est le souhait de mon pays

En ce moment important de la vie de notre Organisation et l'état du monde en pleine mutation, je voudrais formuler, enfin, le vœu que le précepte de paix et de solidarité cher à l'islam prime dans nos relations pour le bien-être commun de toute la communauté musulmane de par le monde.

Je vous remercie.